



**MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA
DECENTRALISATION - MATD -**

PROCES VERBAL
**DE LA 2^{Eme} SESSION ANNUELLE DU COMITE DE
PILOTAGE DU PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE
DEMOCRATIQUE ET AU RENFORCEMENT DES
CAPACITES**

Conakry, 29 Novembre 2012

Introduction

L'An deux mille douze et le vingt neuf du mois de novembre, de dix heures quinze minutes à treize heures trente minutes, s'est tenue à Conakry, dans la salle de Conférence du Ministère de la Coopération Internationale, la deuxième et dernière session du Comité de Pilotage, au titre de l'année 2012, du Projet d'Appui à la Gouvernance Démocratique et au Renforcement des Capacités (PAGDRC).

La rencontre, qui a connu la présence effective des invités des départements ministériels, du PNUD, de l'Unité de Gestion Gouvernance et les CIP de Kindia et de Labé, a été présidée par Monsieur Yamory CONDE, Secrétaire Général du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Président du Comité. Il avait à ses côtés :

- Elhadj Mohamed II CISSE, Secrétaire Général du Ministère de la Coopération Internationale ;
- Monsieur Abdoulaye KABA, Directeur National de la Décentralisation ;
- Monsieur Fadama KOUROUMA, Directeur National de l'Administration du Territoire ;
- Monsieur Abdoul Latif HAIDARA, Expert en Gouvernance, représentant le PNUD.

La liste des participants est jointe en annexe

L'ordre du jour de la session du Comité de Pilotage, a porté sur les points ci-après :

- I- Discours d'ouverture ;
- II- Présentation du rapport 2012 conformément au PTA 2012 du Projet Gouvernance ;
- III- Débats ;
- IV- Conclusion et recommandations.

Au titre de la cérémonie d'ouverture, deux discours ont été prononcés :

I- DISCOURS D'OUVERTURE

A- Le discours d'orientation du représentant du PNUD :

Dans son intervention, Monsieur Abdoul Latif HAIDARA a d'une part salué l'excellence des relations de coopération entre le Gouvernement Guinéen et le PNUD, matérialisée par l'atteinte de résultats majeurs au cours de l'exercice 2012 et d'autre part, a rendu un hommage mérité au personnel du Projet Gouvernance pour les résultats majeurs enregistrés au cours du cycle de programmation 2007- 2012.

Il a fait constater que ceci est l'aboutissement d'un long processus ayant permis de couvrir la plus part des cibles.

Cependant, il a annoncé le rentait prochain du PNUD, du fonctionnement des CIP en invitant la partie nationale a en assurer la relève à compter du 1^{er}

Janvier 2013 sur la base d'un partenariat plus élargi devant permettre une pérennisation réussie des CIP.

B- Discours d'ouverture de M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation :

Au nom de son excellence Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, M. Yamory CONDE dans sa communication, a félicité et remercié le PNUD pour les efforts consentis en faveur de l'amélioration des prestations des services publics de l'administration, la décentralisation et la déconcentration, la promotion des droits et devoirs des citoyens.

La réalisation des activités inscrites au Plan de Travail Annuel (PTA) 2012 du Projet Gouvernance aura permis l'amélioration de la Gouvernance en Guinée de manière significative sur la base d'une volonté affichée du Gouvernement et des partenaires au développement, dira également en subsistance, Monsieur Yamori CONDE.

En fin, Monsieur le Président du Comité invitera les participants à faire preuve de sérieux dans l'examen des documents qui leur sont soumis.

II- Présentation du rapport conformément au PTA 2012 du Projet Gouvernance par M. Gérard COKER:

Cette communication, a été faite par Monsieur le Coordonnateur National du Projet Gouvernance et au Renforcement des Capacités (PAGDRC).

Les points suivants ont été couverts :

a- CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE

Le contexte sociopolitique de mise en œuvre des activités, au cours de l'année 2012, aura été caractérisée essentiellement par la poursuite des réformes structurelles ayant pour objet :

- La réforme de l'Etat et la modernisation de l'administration.
- La poursuite de l'ouverture de la Guinée au monde extérieur et la promotion des investissements étrangers.
- La recherche des meilleures conditions d'organisation des élections législatives libres et transparentes.

Dans ce contexte, les faits marquants ci-dessous peuvent être constatés :

Au plan politique:

- Les cadres organiques des Départements continuent à se mettre en place avec les nominations des titulaires.
- L'ouverture progressive de la Guinée à l'extérieur.
- Avec la poursuite du dialogue politique et la satisfaction de la plupart des revendications de l'opposition relativement à la poursuite du processus

électoral, le climat politique devrait s'améliorer et favoriser l'organisation des élections législatives dans de brefs délais.

- Les tensions survenues en République du Mali et en Guinée Bissau ont amené les Chefs d'Etats de la CEDEAO à choisir le Président Alpha Condé comme médiateur de la crise en Guinée Bissau ; ce qui traduit somme toute, une notoriété dévolue à la Guinée.

Au plan économique:

- Le plan quinquennal 2011/2015 a été adopté par le CNT et promulgué par le Chef de l'Etat.
- Plusieurs investisseurs étrangers sont motivés à évaluer les opportunités d'investissement dans le pays, notamment dans les secteurs minier et hôtelier.
- Le franc guinéen se raffermi progressivement.
- La Banque Centrale, grâce à une politique monétaire et de change plus rigoureuse, dispose de près de six mois de réserves de change permettant de mieux intervenir pour le financement des activités commerciales.
- Le taux d'inflation sur la période se situe à 15 % contre 20 % fin 2011 grâce à une meilleure politique monétaire et budgétaire.
- Un nouvel arrangement de trois ans au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) conclu avec le FMI le 24 février 2012 avec pour conséquence le 11 avril 2012, la signature d'un accord d'allégement de la dette publique extérieure de la Guinée.
- Dans la même dynamique, le pays a accédé au point d'achèvement de l'Initiative PPTTE le 26 septembre 2012, près de 12 ans après le point de décision. Ainsi, avec un allégement de 2/3 de sa dette extérieure, la Guinée devrait disposer de ressources plus conséquentes pour financer son développement et lutter plus efficacement contre la pauvreté.

Au plan social :

- Quelques tensions persistent encore malgré l'instauration d'un dialogue social pour une réconciliation nationale.
- Les prix des denrées de première nécessité restent encore fluctuants.
- Les attentes des populations sur l'amélioration de leurs conditions de vie restent encore élevées, en particulier pour la fourniture des services sociaux de base (électricité, eau, ...).
- Les rapports du Gouvernement avec les syndicats auront permis de mettre en place un cadre paritaire de révision du code du travail et l'instauration d'un SMIG en Guinée.

Au plan de la sécurité :

- L'indispensable formation des FDS se poursuit et la mise à la retraite fin décembre 2011 de 3.928 militaires a été réalisée avec des mesures d'accompagnements jugées satisfaisantes.

- Cependant l'insécurité récurrente constatée à divers endroits du pays n'est pas de nature à rassurer les populations. Cette situation continue de provoquer une méfiance au niveau de certains opérateurs économiques.

b- RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET

PNUAD 2007-2011 (avec extension à 2012) :

Ainsi, d'ici 2012 les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'Institutions consensuelles axées sur les résultats.

EFFETS PP DU PNUAD:

- Le processus de décentralisation est amélioré et consolidé.
- Les citoyens bénéficient de Services publics de qualité.
- La gestion des finances publiques est améliorée.
- L'impact de l'aide publique sur les conditions de vie des populations est renforcé.
- L'administration publique, les partis politiques, la société civile et le secteur privé participent efficacement au processus de développement.

EFFETS DU CPAP:

- Le processus de décentralisation est amélioré et consolidé.
- Les prestations des services publics sont améliorées et mieux coordonnées et le niveau de corruption est sensiblement réduit.
- La promotion et la protection des droits des populations sont mieux assurées.
- Les règles du jeu démocratique sont mieux connues et respectées par tous les acteurs.

Comme on l'aura constaté, le plan d'action (CPAP) et ses quatre (4) effets, sont adossés au Programme des Nations Unies d'Aide au Développement(PNUAD).

Ce plan d'action est orienté vers :

- L'amélioration de la décentralisation.
- L'amélioration des prestations des services publics.
- La promotion et la protection des droits des populations.
- Une meilleure gestion des règles de jeux démocratique.

Les éléments clés du plan stratégique sont les suivants :

- **Effet 1 : Le processus de décentralisation est consolidé :**

- **Cible :**

- Appui à l'élaboration d'au moins 43 Plans de Développement Local (PDL) prenant mieux en compte les attentes des femmes.
- 60 % au moins des usagers satisfaits des prestations des collectivités locales.
- Au moins 20 % des femmes présentes dans les instances de prise de décisions.

- **Effet 2 : Les prestations des services publics sont améliorées :**

- **Cible :**

- Assistance technique pour renforcer les normes de comptabilité et d'audit.
- 60 % des juges formés.
- Au moins 60 % des usagers satisfaits des services publics.

- **Effet 3 : La promotion et la protection des droits des populations sont mieux assurées**

- **Cible :**

- Au moins 35 % de personnes vulnérables, dont les femmes, ont bénéficié d'assistance judiciaire.
- 60 % des opérateurs informés sur le code des marchés publics.
- Les tensions au sein des populations sont considérablement réduites.

- **Effets 4 : Les règles du jeu démocratique sont mieux connues et respectées par tous les Acteurs**

- **Cible :**

- Au moins 53 % des populations satisfaites du fonctionnement des institutions démocratiques.
- Le taux de participation aux différents scrutins passe à 75 %.
- 60 % de la population rurale informée et sensibilisée sur les enjeux de la paix et de la sécurité.

c- PRINCIPALES REALISATIONS EN 2012

Effet 1 : L'amélioration de la décentralisation.

- **300 élus locaux** du pays (**75 par région naturelle**) sont formés sur le contenu du Code des collectivités.

Effet 2 : L'amélioration des prestations des services publics.

- Un document du projet "**Possibilités pour la Guinée d'intégrer le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP**" disponible et plaidoyer à poursuivre auprès du Gouvernement pour la mise en place des

organes (le Conseil National et le Secrétariat Exécutif), les visites de terrain, la préparation du document d'entrée de la Guinée au processus et la signature du protocole liant le MAEP à la Guinée.

- Un Site Web pour le Ministère de l'Audit et du Contrôle Economique et Financier (MACEF) a été conçu et développé.
- Des formations pour la publication d'un bulletin sur les marchés publics exécutés sur le site web du MACEF effectuées et l'obtention de l'accord d'hébergement des données entre le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Audit et du Contrôle Economique et Financier et la publication des marchés sous forme de bulletin..
- **Un séminaire gouvernemental pour la validation du Programme de Réforme de l'Etat et de Modernisation de l'Administration (PREMA) organisé.** A cet égard, les actions préliminaires menées ont permis d'atteindre des résultats appréciables dont l'identification de 7 404 Agents en activité payés et non postés, 1 032 Agents décédés et payés, etc.
- **L'appui à l'élaboration d'une Vision prospective "Guinée, Vision 2035".** Après la constitution des groupes thématiques, le recrutement des consultants, un premier comité de pilotage s'est tenu courant novembre 2012.
- L'appui à la préparation de la Conférence des donateurs pour le financement du développement de la Guinée, prévue à Abou-Dabi après les élections législatives.

Le Gouvernement a organisé dans ce cadre, à Conakry, les 14 et 15 septembre 2012, un grand Forum économique portant sur le thème « **Diversification de l'Économie et Bonne Gouvernance pour une Guinée Émergente** ». L'objectif de ce Forum était d'échanger sur les politiques et les stratégies de développement à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, dans la perspective pour la Guinée de rejoindre le concert des pays émergents.

Effet 3 : La promotion et la protection des droits des populations.

- **250 jeunes leaders** du pays sont formés sur la non-violence et au recours aux moyens pacifiques de résolution des conflits.
 - 100 jeunes leaders à Conakry dont 20 femmes ;
 - 50 à Kindia dont 15 femmes ;
 - 50 à Labé dont 15 femmes ;
 - 50 à Kankan dont 15 femmes.
- **360 personnes vulnérables** (femmes, handicapés, PVVIH, jeunes, malades mentaux, etc.) ont bénéficié d'une assistance judiciaire gratuite de proximité.

- **170 Journalistes** formés sur diverses thématiques :
 - **45** journalistes AGP en traitement de l'information ;
 - **50** journalistes des radios publiques et privées de Conakry formés en : i) gestion technique des Studios, Régie de TV et de radios en guinée, et ii) radiodiffusion et télévision ;
 - **45** journalistes des médias publics et privés en chronique judiciaire ;
 - **28** journalistes en technique d'investigation des cas de corruption dans le secteur de la santé.
- Les capacités de **100 Auxiliaires de justice** de Conakry (Chefs de contentieux des banques, avocats, huissiers, greffiers, notaires) ont été renforcées sur les règles du droit des affaires en Guinée en conformité avec le droit communautaire OHADA.

Les thèmes de formation ont porté sur :

- Les actes uniformes relatifs au droit commercial général.
 - Aux règles de constitution, de fonctionnement et de dissolution de sociétés commerciales, de groupements d'intérêt économique et de société coopérative.
 - Les nouvelles règles sur les garanties des créances par les sûretés réelles et personnelles ainsi que les procédures du recouvrement.
- **L'atelier de réflexion sur la pérennisation des Centres d'Information et de Proximité a été organisé, 24 participants** constitués des Procureurs et Présidents des Tribunaux de Première Instance des 4 régions naturelles du pays, du Chef de cabinet du Ministère d'Etat à la justice, du Directeur National de la Décentralisation, de l'Expert en Gouvernance du PNUD, de la représentante de l'UCC, de l'Unité de Gestion du Programme gouvernance, des responsables des CIP et du Chef SERACCO de Kindia ont pris part et un mécanisme de transfert des CIP dans le portefeuille de l'Etat a été identifié/retenu.

Effet 4 : Une meilleure gestion des règles du jeu démocratique.

Au plan de la gestion des règles du jeu démocratique, les actions suivantes ont été réalisées :

- Elaboration du budget des opérations électorales et du tableau d'affectation des ressources.
- Mobilisation des ressources en vue de combler le besoin de financement des élections législatives.

- Audit du fichier électoral de l'élection présidentielle 2010.
- Organisation périodique des réunions des points focaux élections (CENI, MATD et Partenaires).

d- DEFIS ET CONTRAINTES MAJEURES

L'un des défis majeurs du Projet en 2012 était la réalisation de toutes les activités inscrites au PTA 2012 avant fin décembre 2012, date de clôture du cycle. Ce à quoi la coordination du projet s'est activement employée.

e- LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES IDENTIFIEES

Outre la synergie entre les différents volets du programme, les témoignages des bénéficiaires sur le niveau de satisfaction des activités réalisées, ont été obtenus.

- f- GESTION FINANCIERE

Exécution financière :

En date du 14 novembre 2012 selon le PBB,

Titre du projet	Source de Fonds	Budget prévu	Budget alloué	Dépenses Réalisées	Taux d'exécution
PAGDeRC	PNUD	889.000	1.094.000	781.22	71.4%

- g- PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- Poursuivre l'appui aux Institutions républicaines et les réformes de l'Etat.
- Poursuivre l'appui à la Guinée pour son entrée au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).
- Procéder au recrutement des Consultants et à l'évaluation du Projet dans la perspective de la clôture du cycle en fin décembre 2012.
- Rechercher activement d'autres partenariats pour la poursuite du fonctionnement des CIP dans la perspective de l'interruption de l'intervention habituellement majeure du PNUD dans ces centres.

h- SITUATION/SORT DES EQUIPEMENTS

Il est proposé de donner aux équipements les orientations suivantes:

- 1. Equipements des CIP :** à transférer en même temps que les missions des CIP au Ministère d'Etat à la Justice.

2. Equipements de l'Unité Technique de Gestion : à transférer à la Direction Nationale de la Décentralisation.

i- EVALUATION DU PROJET

L'évaluation du Projet doit faire l'objet de recrutement des Consultants nationaux dont les TDR sont ci-joints en annexe.

j- CONCLUSION

En dépit d'un contexte sociopolitique particulièrement difficile, au cours de la décennie passée, d'importantes activités qui contribuent au renforcement des capacités des élus locaux, à l'amélioration de la prestation des services publics, à la modernisation de l'Administration publique guinéenne, à la gestion des collectivités et à la promotion des droits humains ont été réalisées par le PAGDeRC.

Au regard de la nécessité de refonder l'Administration publique guinéenne, à la suite du processus électoral en cours, en vue de renforcer la gouvernance et de relancer le développement économique et social, l'importance stratégique de ce projet est devenue plus grande.

Le Projet s'est employé à doter le pays, dans une telle perspective d'une vision stratégique et consensuelle, d'une démarche pour le développement des technologies de l'information et de la communication et de façon plus spécifique pour le développement de la gouvernance électronique au sein de l'Administration publique.

En outre, les activités pilotes initiées ont contribué à renforcer les capacités des agents publics dans l'utilisation de l'outil informatique et à améliorer la communication et le partage de l'information. Toutefois, les résultats atteints demandent encore à être consolidés et devraient pouvoir déboucher sur l'un des programmes les plus structurants, lors du prochain cycle.

Nous pensons qu'avec la mise en place d'un gouvernement, issu de l'élection présidentielle 2010, suivi prochainement des élections législatives et communales, plusieurs axes stratégiques peuvent être développés en terme d'appui aux Institutions pour permettre au PNUAD et au CPAP de réaliser pleinement les objectifs fixés dans le cadre de coopération.

C'est l'occasion remercier vivement les autorités administratives à tous les niveaux, les partenaires techniques et financiers, notamment le PNUD pour l'engagement et les appuis constants dont ils ont fait montre dans la mise en œuvre des activités.

III- DEBATS

Après avoir procédé au résumé de la présentation faite par Monsieur le Coordonnateur National, le Président de la séance a ouvert les débats qui ont suscité un réel intérêt au niveau des participants.

Les questions et autres préoccupations soulevées ont essentiellement porté sur les points ci- après :

- La poursuite des activités du Projet Gouvernance avec l'appui du PNUD. En raison de sa transversalité, il a été suggéré au PNUD par la partie nationale de poursuivre l'appui du Projet Gouvernance au titre de l'année 2013 ;
- L'avenir des CIP après leur transfert dans le portefeuille du Ministère d'Etat à la Justice. A ce niveau, les participants ont exprimé leurs vives préoccupations quant à la poursuite de la qualité des missions des CIP et ont formulé un plaidoyer en direction du PNUD pour continuer son appui à ces CIP.

Il a été dans ce cadre suggéré la restauration du CIP de Conakry et une meilleure visibilité du CIP de N'Zérékoré.

IV-CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS MAJEURES

Au terme des travaux, cette dernière session du Comité de Pilotage du Projet Gouvernance, a recommandé ce qui suit :

1. Faire un plaidoyer auprès du PNUD à qui, il est demandé d'accepter de poursuivre le financement des activités majeures des CIP pour au moins le premier trimestre 2013 en attendant que la relève effective et ordonnée soit assurée par la partie nationale ;
2. Organiser une rencontre entre le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et le Ministère d'Etat à la Justice pour harmoniser le plan de pérennisation des acquis des CIP conformément au Procès Verbal de l'atelier de pérennisation des CIP tenu à Kindia, les 20 et 21 Novembre 2012 ;
3. Poursuivre le financement des activités de renforcement des capacités des administrateurs territoriaux et élus locaux sur les dispositions du Code des Collectivités Locales ;
4. Approfondir la réflexion par rapport aux conditions de transfert des équipements de l'Unité de Gestion du Projet Gouvernance au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ;
5. Prendre toutes les dispositions idoines pour que la République de Guinée à l'instar de la plus part des pays de la sous région, puisse intégrer le MAEP en tant que mécanisme africain d'évaluation par les Pairs; car ce mécanisme représente un exercice pour chaque Etat de conduire efficacement sa politique de développement ;

6. Mobiliser les fonds de contrepartie nationale en faveur des Projets et Programmes. A ce titre, un atelier sera organisé à Conakry le 10 Décembre 2012 avec l'appui du PAGDRC impliquant toutes les parties prenantes.

A la suite de ces recommandations, un discours de clôture a été prononcé par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de la Coopération Internationale qui a remercié l'ensemble des Participants pour la qualité des débats et nourrit l'espoir que les différents plaidoyers puissent aboutir.

La session du Comité de Pilotage du PAGDRC a pris fin à 13h30minutes par une collation offerte par l'Unité de Gestion du Projet.

M. Gérard COKER

M. Yamory CONDE

Coordonnateur National du PAGDRC

Secrétaire Général du MATD,
Président du Comité de Pilotage

LISTE DES PARTICIPANTS A LA DEUXIEME SESSION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROJET GOUVERNANCE
(29 Novembre 2012)

N°	NOMS	PRENOMS	ORGANISMES	TELEPHONES	E- MAIL
1	GOUMOU	Charles Wini	CIP KINDIA	64 36 79 97	chalesswini@yahoo.fr
2	DIALLO	Thno Souleymane	Ministrère . Jeunesse	68 99 24 22	soulkoumbia@yahoo.fr
3	DIABY	Cheik Souleymane	DND/MATD	62 85 50 72	solodiabykankan@yahoo.fr
4	SOW	Alpha Mamadou	DNFP/RTFP	6579 71 13	
5	KABA	Abdoulaye	DND/MATD	64 75 00 72	kabilo@yahoo.fr
6	MARA	Facely2	DNA/DNEC(MEPE-EC)	68 24 21 36	Donfaso2@yahoo.fr
7	DIALLO	Fatoumata Lamarana	DND/MATD	65 50 64 75	fatoumatamarana@yahoo.fr
8	KOUROUMA	Fadama Itala	DNAT/MATD	62 58 89 70	fikodaman@live.fr
9	DIOP	Aziz	CNOSCG	62 40 44 26	Diopaziz2012@gmail.com
10	BALDE	Kadiatou Kollet	DNDL		Kkbalde27@yahoo.fr
11	BARRY	Mariam	PNUD	62 07 09 36	Maram.barry@undp.org
12	SANOI	Lamine	Audit	65 03 92 27	Sanolamine55@yahoo.fr

13	H Aidara	Abdoul Latif	PNUD	67 34 14 41	abdoullatifh@yahoo.fr	
14	DIALLO	Alphadio	CIP/ Labé	67 59 80 58	alphadiogoumba@yahoo.fr	
15	KOUROUMA	Richard	PAGDRC	64/ 68 -79 31 13	korichardgn@gmail.com	
16	MARA	Kékoura	Espace FM	24 54 42 76	marakekoura@gmail.com	
17	TOLNO	Solo Amara	RTG	64 75 72 93	tolnosa@yahoo.fr	
18	SYLLA	Ali	Djigui FM	68 44 13 38	Alysylla1978@yahoo.fr	
19	LIGHTBURU	Hervé Louis	Chef section FAO/MCI	62 69 20 64	Hervelouis2006@yahoo.fr	
20	DIALLO	Ibrahima Amadou	PAGDRC	66 89 36 69	oumoufallysow@yahoo.fr	
21	SOUOMOU	Soua Maxime	Gestion	66 98 98 11		
22	CONDE	Yamory	MATD	64 36 84 31	yamoricond@yahoo.fr	
23	CISSE	Elhadj Mohamed II	SG/ Ministère Coopération	24 30 13 20	Mohamciss2@yahoo.yahoo.fr	
24	DORE	Jean Matho	DGOI-MCI	67 24 18 58	Dorejeanmatho@yahoo.fr	
25	DIALLO	Hassane II	Ministère dde la Justice	64 24 99 57	Dhassane302@yahoo.fr	
26	DIALLO	Oumou	DGAOI/ MCI	64 43 70 89	oumcamdiallo@yahoo.fr	

27	DIALLO	Fatoumata Binta	DND	68 33 87 27	<u>bintamimala@yahoo.fr</u>	
28	DIALLO	El Sékou Oumar	Ministère Communication	24 58 88 57	<u>dskououmar@yahoo.fr</u>	
29	CAMARA	Yacouba Siata	MATD – DND	68 45 84 99	<u>siatayakou@yahoo.fr</u>	
30	COKER	Gérard	PAGDRC	64 50 22 42	<u>Gerard.coker@gmail.com</u>	

